

REPUBLIQUE DU BURUNDI



**MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA
PLANIFICATION ECONOMIQUE**

**RAPPORT ANNUEL DE L'EXECUTION DU BUDGET
DE L'ETAT, EXERCICE 2020/2021**

Bujumbura, Octobre 2021

Table des matières

Table des matières	2
Liste des graphiques	3
Liste des annexes	3
INTRODUCTION	4
I. REALISATIONS DES RESSOURCES PROPRES HORS EXONERATIONS (BASE CAISSE)	4
Graphique1: Comparaison des réalisations des années 2019/2020 et 2020/2021	5
I.1. Recettes fiscales hors exonérations	5
Graphique 2: Vue Synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des années 2019/2020 et 2020/2021.....	7
I.2. Recettes non fiscales	7
II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES HORS CHARGES COMMUNES ET EXONERATIONS	8
II.1. Exécution du budget au niveau global hors charges communes et exonérations	8
II.2. Analyse de l'état d'exécution des dépenses par grande masse.....	8
II.2.1. Les salaires et traitements.....	8
II.2.2. Les biens et services.....	9
II.2.3. Les transferts courants et subsides	9
II.2.4. Investissements sur ressources nationales.....	9
III. Exonérations réalisées à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021.....	10
Tableau : Evolution des Exonérations réalisées à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021.....	11
ANNEXES.....	12

Liste des graphiques

Graphique 1 : Comparaison des réalisations des années 2019/2020 et 2020/2021

Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des années 2019/2020 et 2020/2021

Liste des annexes

Tableau 1. Niveau de réalisation des recettes fiscales, exercice 2020/2021

Tableau 2. Niveau de réalisation des recettes non fiscales, exercice 2020/2021

Tableau 3. Exécution des salaires et traitements à la fin de l'exercice 2020/2021

Tableau 4. Exécution des biens et services à la fin de l'exercice 2020/2021

Tableau 5. Exécution des transferts courants et Subsidés à la fin de l'exercice 2020/2021

Tableau 6. Exécution des investissements sur ressources nationales à la fin de l'exercice 2020/2021

INTRODUCTION

Dans le cadre des réformes entreprises par le Gouvernement du Burundi relatives à la gestion des finances publiques, le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique s'est engagé à produire des rapports trimestriels et annuels sur l'état d'exécution du budget de l'Etat conformément à la Loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux finances publiques. Le présent rapport concerne l'exécution du budget de l'Etat pour l'exercice budgétaire 2020/2021.

La première partie de ce rapport décrit les réalisations des recettes propres (recettes fiscales et non fiscales). La deuxième partie montre l'état d'exécution des dépenses hors charges communes et exonérations selon les chapitres de la nomenclature économique à savoir les salaires, l'achat des biens et services, les transferts et subsides ainsi que les investissements sur ressources nationales.

I. REALISATIONS DES RESSOURCES PROPRES HORS EXONERATIONS (BASE CAISSE)

Sur un montant de **1 054 803 415 516FBU** de recettes propres prévues pour l'exercice budgétaire 2020/2021, les services en charge de collecte des recettes ont recouvré un montant de **1 156 459 204 587 FBU** à la fin de cette période, soit un taux de réalisation de **109,6%**. Cette performance des recettes propres est expliquée d'une part, par :

- ❖ une performance de 108,6% des recettes fiscales générée sur :
 - l'impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (106,9%) ;
 - l'impôt sur les biens et services (104,1%) ; et
 - l'impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales (140,6%).

D'autre part, la performance des recettes totales a été induite par :

- ❖ une forte performance des recettes non fiscales (120,5%) par rapport aux prévisions annuelles. Ce taux de réalisation découle de la performance des recettes non fiscales ci-dessous :
 - revenus de la propriété (106,3%) ;
 - ventes de biens et services (279,8%) ;
 - revenus administratifs (111,2%) ;
 - amendes et pénalités (112,9%) ; et
 - autres produits non fiscaux non comptabilisés ailleurs (192,7%).

Les tableaux 1 et 2 en annexe du présent rapport montrent le détail du niveau de réalisation des recettes fiscales et non fiscales de l'exercice 2020/2021.

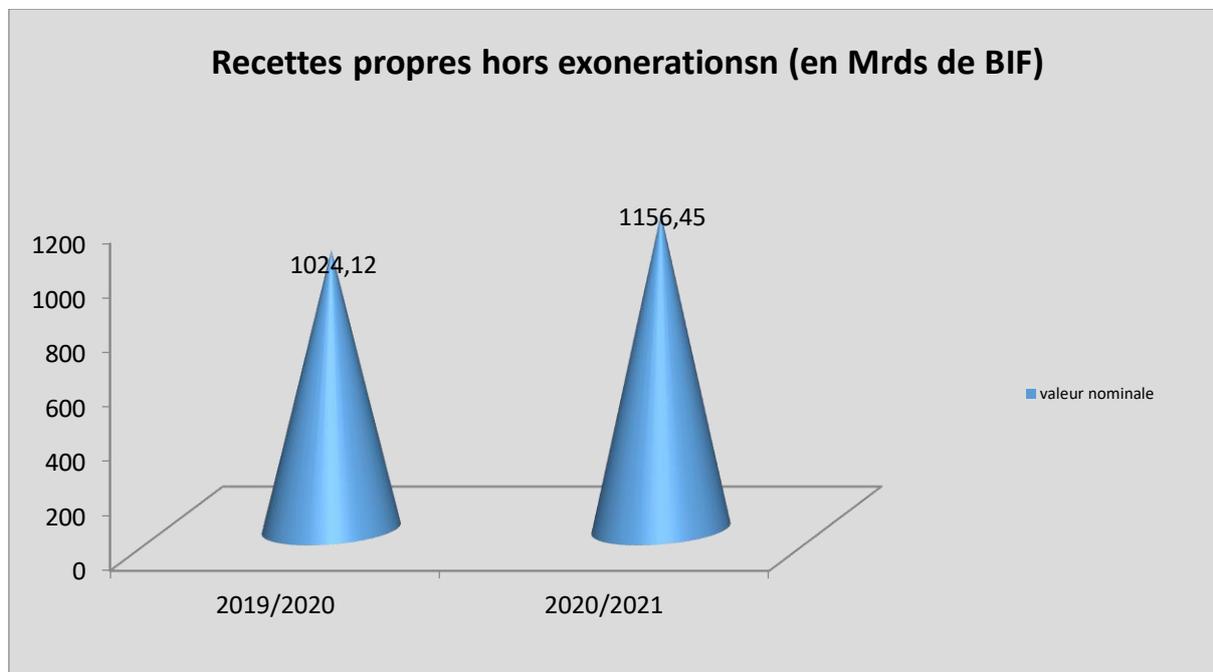
Pour la période de 2019/2020; sur **908 846 641 823 FBU** de prévision, un montant de **1 024 122 290 748 FBU** avait été collecté, soit un taux de réalisation de **112,7 %**.

En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **12,9 %** entre les deux années. Cette situation s'explique par la hausse :

- des recettes fiscales, essentiellement l'impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales qui a passé de 105,3% au 30/06/2020 à 140,6% au 30/06/2021. Cette performance des recettes fiscales est le résultat de l'impôt perçu sur les droits de douane et autres droits d'importation qui est en augmentation entre ces deux périodes ;
- des recettes non fiscales, notamment les ventes de biens et services passant de 104,6% à la fin de l'exercice 2019/2020 à 279,9% à la fin de l'exercice 2020/2021. Les recettes non fiscales perçues sur la location d'immeubles et la prestation des services de santé sont à l'origine de cette augmentation.

Le graphique suivant montre le niveau de réalisation des recettes propres entre les périodes 2019/2020 et 2020/2021.

Graphique1: Comparaison des réalisations des années 2019/2020 et 2020/2021



Source : Nos traitements à partir des données des années 2019/2020 et 2020/2021

I.1. Recettes fiscales hors exonérations

Les recettes fiscales comprennent les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital, les impôts sur les biens et services ainsi que les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales. A la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021, les services de l'Office Burundais des Recettes (OBR) en charge de collecte ont recouvré un montant de **1 044 468 028 337 FBU** sur une prévision de **961 867 448 694 FBU**, soit un taux de réalisation de **108,6 %**. Cela s'explique par une forte performance de l'impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales (droit de douane et autres droits d'importation).

En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **13,3 %** par rapport à l'année 2019/2020. Sur **854 949 655 518 FBU** de prévision ; **921 475 068 151 FBU** ont été recouverts à la fin de l'exercice budgétaire 2019/2020, soit un taux de réalisation de **107,8 %**. De même, cette situation s'explique par l'augmentation des recettes fiscales, essentiellement les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales.

➤ **Impôts sur le revenu, les bénéfiques et les gains en capital**

Ce type d'impôts enregistre un taux de réalisation de **106,9 %** à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021. Un montant de **244 717 099 391 FBU** a été recouvert sur **228 965 179 487 FBU** prévus dans la Loi de Finances 2020/2021. Cette situation s'explique par une grande performance du recouvrement des arriérés (197,03%), la performance du prélèvement forfaitaire libératoire (546,38%) ainsi que d'autres retenues à la source (1736,4%).

A la fin de l'exercice 2019/2020, sur **204 911 979 723 FBU** prévus dans la Loi de Finances 2019/2020 ; **231 782 495 419 FBU** étaient déjà recouverts à la fin de cette période, soit un taux de réalisation de **113,1%**.

En glissement annuel, ce type d'impôt enregistre une augmentation de **5,6 %** entre les deux années. Cette situation est due essentiellement à la hausse de l'impôt sur le revenu payé par les personnes physiques.

➤ **Impôts sur les biens et services**

Le taux de réalisation de l'impôt sur les biens et services à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021 est de **104,1 %**. Sur un montant de **632 295 510 551 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2020/2021 ; **658 320 480 511 FBU** étaient recouverts à la fin de cette période grâce à la collecte des impôts généraux sur les biens et services : TVA à l'importation (154,9%), la performance de la taxe sur les abonnés de la Télédistribution (825,01%), Taxe additionnelle sur les tissus (290,57%), vignettes fiscales (230,9%), permis de coupe de bois (12074,7%), etc.

En 2019/2020, sur un montant de **556 958 099 084 FBU** prévu dans la Loi de Finances ; **591 673 610 716 FBU** étaient recouverts à cette même période, soit un taux de réalisation de **106,2 %**.

En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **11,3 %** entre les deux périodes. Cette situation est due essentiellement à la hausse du recouvrement des autres impôts sur les biens et services.

➤ **Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales**

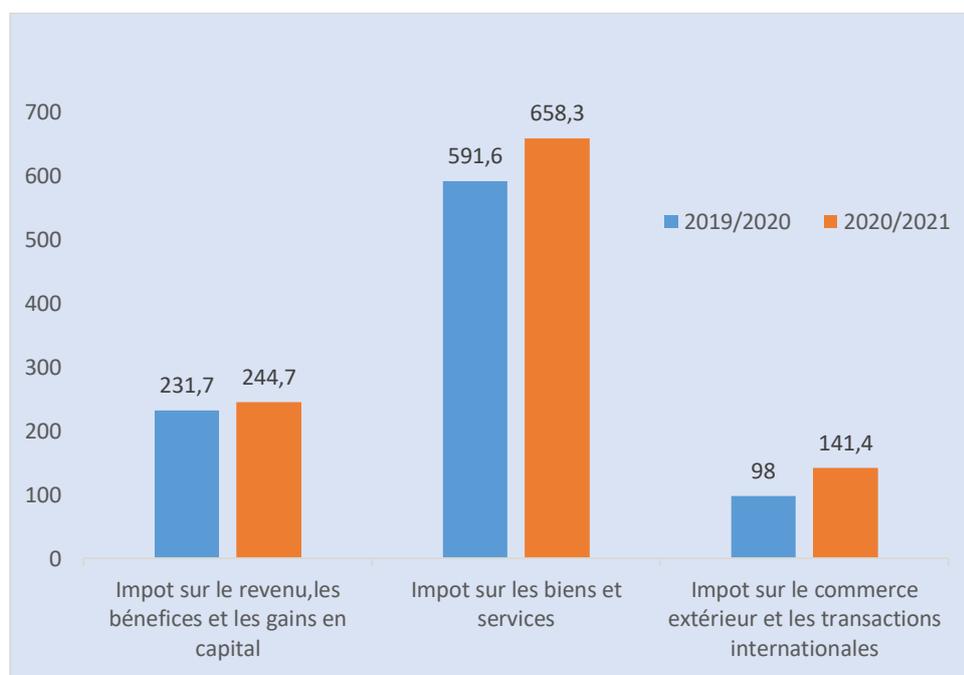
Le taux de réalisation à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021 pour ce type d'impôt est de **140,6 %**. Sur un montant de **100 606 758 657 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2020/2021; **141 430 448 435 FBU** étaient déjà recouverts à la fin de cette période. Cette situation est expliquée par la performance de la Taxe sur Carburant (Fonds Stock stratégique), de la taxe à l'exportation de peaux brutes (620,03%), etc.

En 2019/2020, le taux de réalisation était évalué à **105,3 %** à la fin de cette période. Sur un montant de **93 079 576 711 FBU** prévu dans la Loi des Finances ; **98 018 962 016 FBU** étaient déjà recouvrés.

En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **44,3 %** entre les deux périodes. Cette situation est due essentiellement à la hausse de l'impôt sur le Droit de douane et autres droits d'importation passé de 123,6% à 158,2% entre ces deux années.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution de réalisation des recettes fiscales entre deux périodes (2019/2020 et 2020/2021).

Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des années 2019/2020 et 2020/2021



Source : Nos traitements à partir des données des années 2019/2020 et 2020/2021

I.2. Recettes non fiscales

A la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021, le taux de réalisation des recettes non fiscales est de **120,5 %**. Sur un montant de **92 935 966 821 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2020/2021 ; **111 991 176 249 FBU** étaient déjà recouvrés. Cette situation s'explique par la performance des revenus de la propriété (dividendes des autres entreprises financières, redevance domaniales, location d'immeubles) ; la performance des ventes de biens et services (ventes d'imprimés et documentations, prestation des services de santé et vétérinaires) ; la performance des revenus administratifs (taxe de bâtisse, licence pour débit de boissons, frais

de dossier code des investissements, redevance de pesage au pont bascule, contributions spéciales des institutions financières, ...), etc.

En 2019/2020, ce taux s'élevait à **190,5 %** à cette même date. Sur un montant de **53 896 986 305 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2019/2020 ; **102 647 222 597 FBU** étaient déjà recouverts à cette période.

En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **9,1 %** due essentiellement par l'augmentation des ventes de biens et de services.

II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES HORS CHARGES COMMUNES ET EXONERATIONS

Cette section est consacrée à la présentation succincte de l'état d'exécution des dépenses de l'Etat à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021 suivant la classification économique des dépenses par Ministère et Institution.

Les annexes de ce rapport montrent de manière détaillée l'état d'exécution du budget de l'Etat à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021 par Ministère/Institution. Il est à signaler que nous faisons l'analyse de l'état d'exécution du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations. Enfin, nous présenterons une analyse succincte des exonérations accordées à la fin de cette période.

II.1. Exécution du budget au niveau global hors charges communes et exonérations

Au niveau global, le taux d'engagement du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021 est de **99,1%**. Au-delà de cette exécution globale, nous allons analyser l'exécution par nature économique détaillée de ce taux d'exécution global.

Les tableaux en annexe du présent rapport nous montrent l'exécution du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021 par nature économique de la dépense (Salaires et traitements, Biens et services, transferts et subsides ainsi que les dépenses d'investissements sur ressources nationales).

II.2. Analyse de l'état d'exécution des dépenses par grande masse

II.2.1. Les salaires et traitements

Le taux d'exécution des salaires et traitements est de **106,8%** à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021. Ce dépassement des salaires est dû essentiellement à la non maîtrise de l'impact budgétaire dû au remplacement du personnel, au recrutement du personnel enseignant et à la régularisation du personnel à des différentes causes. Le dépassement des salaires entre ministères est encore dû à la mobilité du personnel du ministère à l'autre qui n'est pas consécutive au transfert de crédit y relatif.

Ainsi, sur un montant de **454 148 346 281 FBU** prévus dans la loi de finances 2020/2021; **485 237 380 380 FBU** étaient exécutés à la fin de cette période.

Le tableau 3 en annexe montre l'état d'exécution des salaires et traitements par Ministère et Institution à la fin de cette période.

II.2.2. Les biens et services

Le taux d'exécution des biens et services est de **98,7%** à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021. Sur **181 676 442 811 FBU** de crédit prévu, **179 286 147 315 FBU** étaient déjà exécutés à la fin de cette période. Ce taux d'exécution qui avoisine 100% de l'exécution totale est expliqué par certaines lignes budgétaires concernant les missions qui n'ont pas été engagées suite à la pandémie du COVID -19.

Le tableau 4 en annexe montre l'état d'exécution des biens et services par Ministère et Institutions à la fin de cette période.

II.2.3. Les transferts courants et subsides

Le taux d'exécution des transferts courants et subsides est de **90,7%** à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021. Sur **311 626 375 904 FBU** de crédit prévu, **282 668 652 087 FBU** étaient exécutés à la fin de cette période. Ce taux réalisé au niveau des transferts est justifié par le montant non engagé d'une ligne budgétaire logée au ministère ayant la communication dans ses attributions. Il s'agit des dépenses liées aux certains départs du personnel qui n'ont pas été remplacés et les indemnités de fin de carrière non payées. A cela s'ajoute le retard d'exécution des dépenses d'investissement de l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (OBUHA) du ministère ayant les infrastructures dans ses attributions.

Le tableau 5 en annexe montre l'état d'exécution des transferts courants et subsides par Ministère et Institution à la fin de cette période.

II.2.4. Investissements sur ressources nationales

Le taux d'exécution des investissements sur ressources nationales est de **95,3%** à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021. Sur **215 518 072 065 FBU** de crédit prévu, **205 489 745 211 FBU** étaient déjà exécutés à la fin de cette période. Ce taux d'exécution aux dépenses d'investissement est expliqué par le budget alloué à la contrepartie de certains projets qui n'a pas été consommé dans sa totalité suite au climat de travail causé par la pandémie du COVID-19.

Le tableau 6 en annexe montre l'état d'exécution des investissements sur ressources propres à la fin de cette période.

III. Exonérations réalisées à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021

Les exonérations accordées au cours de l'exercice budgétaire 2020/2021 sont évaluées à **224,0 milliards de FBU**. Elles ont été accordées sur une base légale suivante :

- Les exonérations accordées dans le cadre des Décrets et/ou Conventions signés avec le Gouvernement après le 31/12/2015. Il s'agit des exonérations des Droits d'Accise, de la Redevance de sureté et de la TVA sur le carburant;
- Les exonérations accordées dans le cadre des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ;
- Les exonérations accordées dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires Techniques et Financiers ;
- Les exonérations accordées dans le cadre de la Loi sur la gestion des douanes de l'EAC;
- Les avantages fiscaux accordés par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles exercent ;
- et les incitations fiscales accordées aux investisseurs par le code des Investissements.

Le tableau ci-dessous montre la part par chaque nature des exonérations dans le total. Nous constatons que **34,3 %** de ces exonérations ont été accordées dans le cadre de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ; environ **33%** des exonérations ont été accordé dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires Techniques et Financiers.

En outre, l'analyse montre clairement que les exonérations accordées dans le cadre des incitations fiscales aux investisseurs par le code des investissements représentent **23,60 %** des exonérations totales.

Nous notons également que les exonérations accordées par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles occupent et les décisions du Gouvernement représentent **0,16 %** des exonérations totales. En vue de la mise en œuvre des politiques sociales précisément dans le secteur de la santé (équipements médicaux, produits pharmaceutiques et les médicaments) et la politique agricole (intrants et produits vétérinaires), les exonérations accordées dans ces secteurs ont représenté **7,63 %**. De surcroit, les exonérations accordées aux Associations Sans But Lucratif et les Etablissements privés représentent **1,54 %** des exonérations totales.

Evolution des exonérations à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021

DESCRIPTION	T1_2020-2021	T2_2020-2021	T3_2020-2021	T4_2020-2021	Total	Part
ASBL et établissements privés	789 688 184	785 908 068	773 635 951	1 092 102 034	3 441 334 237	1,54%
Autres exonérations	-	1 570 738	689 492	-	2 260 230	0,00%
Effets personnels	68 750 995	24 408 415	125 630 788	132 522 546	351 312 744	0,16%
Financement extérieur	20 204 191 772	14 861 505 448	15 224 749 139	14 659 543 798	64 949 990 157	28,98%
Intrants agricoles	56 017 753	26 040 687	35 104 411	44 667 285	161 830 136	0,07%
Investisseurs	12 602 693 021	10 179 142 788	11 384 554 686	18 720 681 603	52 887 072 098	23,60%
Médicaments et Produits Pharmaceutiques	3 631 755 625	4 396 189 514	3 820 484 791	4 479 394 881	16 327 824 811	7,29%
Etats et ses Entités	20 929 944 731	23 503 937 702	13 721 262 939	18 693 908 924	76 849 054 296	34,29%
Organisation Non Gouvernementales	2 467 999 745	1 923 134 926	1 214 547 220	2 905 003 191	8 510 685 082	3,80%
Produits vétérinaires	131 620 062	100 272 030	196 612 000	186 911 355	615 415 447	0,27%
Total	60 882 661 888	55 802 110 316	46 497 271 417	60 914 735 617	224 096 779 238	100,00%

ANNEXES

TABLEAU 1. RECETTES FISCALES REALISEES A LA FIN DE L'EXERCICE 2020/2021

Libellé des comptes	Prévisions 2020_2021	Recettes fin Trim 1	Recettes fin Trim 2	Recettes fin Trim 3	Recettes fin Trim 4	Total 2020-2021	TAUX
PRODUITS FISCAUX	961 867 448 695	255 534 481 159	250 948 108 075	260 921 499 920	277 063 939 183	1 044 468 028 337	108,6%
Impôt sur le revenu , les bénéfiques et les gains en capital	228 965 179 487	53 553 652 835	58 032 301 763	65 977 202 370	67 153 942 423	244 717 099 391	106,9%
Impôt sur le revenu payé par les personnes physiques	91 572 735 575	21 728 095 793	24 253 474 019	31 378 966 943	27 886 315 152	105 246 851 907	114,9%
Impôt sur les revenus des personnes physiques (IR+ Acompte +PF)	1 315 552 937	186 470 266	188 870 254	332 532 833	418 540 376	1 126 413 729	85,6%
Impôts professionnels sur les rémunérations	62 604 096 456	15 445 258 525	17 443 029 474	20 829 474 731	20 255 864 750	73 973 627 480	118,2%
Taxes forfaitaires	1 376 484 661	268 930 161	274 236 690	330 640 723	301 886 002	1 175 693 576	85,4%
Prélèvement forfaitaire	19 435 489 599	5 035 798 756	5 150 318 026	4 988 271 378	5 657 030 270	20 831 418 430	107,2%
Impôt sur revenus locatifs	5 433 735 840	248 425 320	266 514 086	4 041 110 337	810 761 151	5 366 810 894	98,8%
Autres (Exercices antérieurs)	1 407 376 082	543 212 765	930 505 489	856 936 941	442 232 603	2 772 887 798	197,0%
Impôts sur le revenu payé par les sociétés et autres Eses	137 124 232 825	31 781 474 069	33 723 970 818	34 565 029 768	39 197 172 419	139 267 647 074	101,6%
Impôts sur les revenus des sociétés (IR+ Acompte +PF)	100 440 217 716	21 814 595 935	21 130 375 309	22 246 882 457	21 618 676 913	86 810 530 614	86,4%
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	17 717 322 380	2 729 533 682	3 965 385 049	2 815 329 212	3 876 382 423	13 386 630 366	75,6%
Impôt sur revenus locatifs	1 645 301 660	83 508 648	184 058 698	1 140 138 397	435 100 605	1 842 806 348	112,0%

Autres (Exercices antérieurs)	15 112 921 369	3 296 347 828	3 899 925 206	2 666 602 556	3 829 215 673	13 692 091 263	90,6%
Prélèvement forfaitaire libératoire	1 244 701 139	1 837 101 487	1 404 955 393	1 861 200 815	1 697 488 304	6 800 745 999	546,4%
Autres retenues à la source	963 768 561	2 020 386 489	3 139 271 163	3 834 876 331	7 740 308 501	16 734 842 484	1736,4%
Impôts sur le revenu non ventilable	268 211 087	44 082 973	54 856 926	33 205 659	70 454 852	202 600 410	75,5%
Majorations de retard	268 211 087	44 082 973	54 856 926	33 205 659	70 454 852	202 600 410	75,5%
Impôt sur les biens et services	632 295 510 551	168 184 042 962	154 734 811 164	161 608 875 554	173 792 750 831	658 320 480 511	104,1%
Impôts généraux sur les biens et services	360 154 391 693	98 444 114 057	87 002 612 439	92 184 877 633	101 411 036 775	379 042 640 904	105,2%
Taxe de Transactions-TVA à l'importation	360 154 391 693	98 444 114 057	87 002 612 439	92 184 877 633	101 411 036 775	379 042 640 904	105,2%
TVA Intérieure	207 829 697 137	40 705 200 697	29 454 504 482	35 897 575 931	36 910 850 311	142 968 131 421	68,8%
TVA à l'importation	152 324 694 556	57 738 913 360	57 548 107 957	56 287 301 702	64 500 186 464	236 074 509 483	155,0%
Taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises touristiques et hôtelière		-	-	-	-	-	
Droits d'accises	264 340 132 658	68 290 454 329	65 951 771 256	67 194 831 637	70 347 897 914	271 784 955 136	102,8%
Taxe de consommation sur le tabac	4 929 622 100	1 198 722 120	1 211 511 992	1 163 542 737	1 140 666 000	4 714 442 849	95,6%
Taxe de consommation sur la bière, limonade et l'eau minérale	116 730 977 244	31 568 517 316	27 740 861 008	28 175 044 338	27 660 362 455	115 144 785 117	98,6%
Taxe de consommation sur le sucre	14 287 902 260	3 704 381 465	4 194 115 400	2 684 171 200	1 557 398 200	12 140 066 265	85,0%
Taxe sur les poissons vendus		66 441 939	-	1 160 913 308	-	1 227 355 247	
Taxe sur les abonnés de la Télédistribution	551 260 513	3 951 596 801	169 236 503	300 651 289	126 446 700	4 547 931 293	825,0%

Taxe de consommation sur le carburant	82 012 240 462	17 777 026 911	19 820 181 366	20 331 436 312	21 605 427 596	79 534 072 185	97,0%
Taxe de consommation sur les véhicules	3 663 798 729	1 616 442 200	1 139 827 401	858 273 340	1 131 390 141	4 745 933 082	129,5%
Taxe de consommation sur les télécommunications	31 951 805 117	6 500 911 463	9 287 742 202	10 019 061 024	14 343 586 425	40 151 301 114	125,7%
Taxe de consommation sur les vins et spiritueux	54 228 876	18 887 253	23 564 240	12 428 591	14 239 670	69 119 754	127,5%
Taxes véhicules sur le poids		-	-	-	2 316 533	2 316 533	
Taxe Anti-pollution véhicules usagés	3 635 257 681	1 016 360 000	1 318 980 000	782 360 000	1 696 720 000	4 814 420 000	132,4%
Taxe Anti-pollution sachets plastiques	862 341 244	133 498 743	-	642 208 715	-	775 707 458	90,0%
Taxe additionnelle sur les tissus	562 173 373	358 014 547	373 629 162	421 145 451	480 719 097	1 633 508 257	290,6%
Surtaxe additionnelle sur les tissus	599 142 957	345 672 468	373 197 592	420 727 434	480 719 097	1 620 316 591	270,4%
Taxe sur tôles ondulées	341 676 532	33 981 103	82 073 217	104 512 628	107 906 000	328 472 948	96,1%
Taxe de terminaison d'appels des communications internationales	4 157 705 570	-	216 851 173	118 355 270	-	335 206 443	8,1%
Taxes sur l'utilisation des biens ou l'"exercice d'activité"	7 800 986 200	1 449 474 576	1 780 427 469	2 229 166 284	2 033 816 142	7 492 884 471	96,1%
Permis de conduire	3 166 080 198	841 255 000	993 271 564	719 054 772	816 110 451	3 369 691 787	106,4%
Permis de conduire (FRN)	938 943 427	195 688 000	294 511 314	72 780 000	2 740 000	565 719 314	60,3%
Vignettes Fiscales (FRN, timbre fiscal)	52 052 357	42 271 000	15 731 500	33 227 552	28 961 591	120 191 643	230,9%

Autres (Plaques, transferts, cartes, changement d'usages, etc)	2 175 084 414	603 296 000	683 028 750	613 047 220	784 408 860	2 683 780 830	123,4%
Autres taxes (Permis)	458 653 134	110 270 739	12 900 778	80 642 078	191 836 955	395 650 550	86,3%
Permis de de pêche	71 462	-	-	-	-	-	0,0%
Permis de coupe de bois	636 981	73 648 679	-	3 185 000	80 000	76 913 679	12074,7%
Taxe d'abattage des animaux	1 300 803	170 000	43 000	283 700	135 000	631 700	48,6%
Permis de travail	456 643 888	36 452 060	12 857 778	77 173 378	191 621 955	318 105 171	69,7%
Autres Impôts sur les biens et services	4 176 252 868	497 948 837	774 255 127	1 429 469 434	1 025 868 736	3 727 542 134	89,3%
Autres Impôts sur les biens et services (nca)	4 176 252 868	364 129 303	623 886 880	573 348 783	633 113 689	2 194 478 655	52,5%
Caution de 30% du montant contesté		133 819 534	150 368 247	856 120 651	392 755 047	1 533 063 479	
Impôt sur le commerce extérieur et les transactions intern,	100 606 758 657	33 796 785 362	38 180 995 148	33 335 421 996	36 117 245 929	141 430 448 435	140,6%
Droit de Douane et autres droits d'importation	84 617 057 384	31 995 278 822	36 151 826 887	31 286 304 931	34 406 555 305	133 839 965 945	158,2%
Droits de douane à l'importation	68 569 966 529	20 211 517 648	18 969 328 734	17 869 825 558	21 514 651 072	78 565 323 012	114,6%
Taxe sur le Carburant (FRN)	12 332 561 748	3 119 122 720	3 483 749 520	3 580 735 200	3 714 657 840	13 898 265 280	112,7%
Taxe sur Carburant (Fonds Stock stratégique)	3 491 763 917	8 623 302 469	13 667 318 018	9 831 354 173	9 173 726 393	41 295 701 053	1182,7%
Taxe sur carburant (Fond Social Carburant)	37 363 201	-	2 398 476	-	50 000	2 448 476	6,6%

Taxe forfaitaire	185 401 989	41 335 985	29 032 139	4 390 000	3 470 000	78 228 124	42,2%
Taxe à l'exportation	7 282 263 896	30 413 443	98 359 246	134 111 783	41 277 812	304 162 284	4,2%
Taxe à l'exportation de peaux brutes	17 393 658	-	52 487 501	20 501 482	34 856 670	107 845 653	620,0%
Droits de sortie sur l'or	5 679 364 951	30 413 443	45 871 745	113 610 301	6 421 142	196 316 631	3,5%
Droits de sortie sur les minerais de 3T	1 585 505 287	-	-	-	-	-	0,0%
Compensation COMESA	-	-	-	-	-	-	
Compensation COMESA	-	-	-	-	-	-	
Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions	8 707 437 377	1 771 093 097	1 930 809 015	1 915 005 282	1 669 412 812	7 286 320 206	83,7%
Amendes douanière et produits de confiscation sur les droits d'entrée	1 024 537 684	176 141 185	191 765 600	298 687 279	315 616 284	982 210 348	95,9%
Recettes des entrepôts (droits de magasins)	187 099 637	15 463 607	30 687 613	39 905 654	13 635 438	99 692 312	53,3%
Taxe de péage route (FRN)	6 134 757 470	1 403 700 835	1 134 709 179	974 640 375	1 181 561 210	4 694 611 599	76,5%
Produits de la vente des marchandises	2 454 979	-	828 585	-	-	828 585	33,8%
Taxe de circulation transfrontalière	570 776 341	27 469 116	20 100 011	144 291 274	37 093 442	228 953 843	40,1%
Autres droits et taxes (nca)	787 811 266	148 318 354	552 718 027	457 480 700	121 506 438	1 280 023 519	162,5%

TABLEAU 2. RECETTES NON FISCALES REALISEES A LA FIN DE L'EXERCICE 2020/2021

Libellé des comptes	Prévisions 2020_2021	Recettes fin Trim 1	Recettes fin Trim 2	Recettes fin Trim 3	Recettes fin Trim 4	Total 2020-2021	TAUX
PRODUITS NON FISCAUX: (III+IV)	92 935 966 821	27 025 612 937	29 923 044 555	23 353 396 042	31 689 122 715	111 991 176 249	120,5%
Revenus de la propriété	41 344 856 966	12 703 647 424	14 751 087 155	4 121 064 801	12 391 420 407	43 967 219 787	106,3%
Dividendes	30 041 334 017	10 111 414 658	11 773 603 996	971 780 104	9 183 533 977	32 040 332 735	106,7%
Dividendes autres entreprises financières	991 042 893	-	-	971 780 104	965 693 217	1 937 473 321	195,5%
Dividendes entreprises non financières	29 050 063 826	10 111 414 658	11 773 603 996	-	8 217 840 760	30 102 859 414	103,6%
Autres	227 298	-	-	-	-	-	0,0%
Loyers	11 303 522 949	2 592 232 766	2 977 483 159	3 149 284 697	3 207 886 430	11 926 887 052	105,5%
Locations terrains	17 505 592	1 643 990	1 514 694	759 859	3 032 293	6 950 836	39,7%
Revenus et redevances des carrières	5 310 838 663	730 277 540	952 068 516	1 472 571 686	953 766 222	4 108 683 964	77,4%
Redevance domaniales	5 975 178 694	1 860 311 236	2 023 899 949	1 675 953 152	2 251 087 915	7 811 252 252	130,7%
Redevance de la direction du patrimoine		-	-	-	-	-	
Ventes de biens et de services	2 078 060 320	626 103 275	1 269 263 567	1 578 446 980	2 341 783 783	5 815 597 604	279,9%
Location d'immeubles	25 424 627	7 810 348	5 724 165	6 638 850	43 389 359	63 562 722	250,0%
Ventes de matériel et meubles reformés	6 396 855	-	100 000	27 300	330 000	457 300	7,1%
Ventes d'imprimés et documentation	1 680 028 486	495 837 863	557 694 702	506 580 100	602 040 444	2 162 153 109	128,7%

Prestation des services de santé	363 710 194	119 044 689	705 451 700	1 064 997 730	1 695 874 480	3 585 368 598	985,8%
Prestation des services vétérinaire	1 454 546	3 392 000	293 000	203 000	149 500	4 037 500	277,6%
Ventes des semences	1 045 612	18 375	-	-	-	18 375	1,8%
Revenus administratifs	35 609 152 292	7 944 346 610	8 057 811 221	13 514 473 745	10 069 254 015	39 585 885 590	111,2%
Droits de visa, passeports et séjours	8 492 875 342	892 355 226	1 394 095 571	470 999 004	920 152 903	3 677 602 704	43,3%
Passeports & titres de voyages	5 454 826 492	651 654 595	770 045 951	187 342 149	624 396 002	2 233 438 697	40,9%
Visas & passeports par les ambassades	36 708 268	-	1 365 000	-	26 254 764	27 619 764	75,2%
Visas & immatriculations des étrangers	3 000 403 709	240 700 631	622 684 620	283 656 855	269 502 137	1 416 544 242	47,2%
Autres (Renouveau des passeports)	936 873	-	-	-	-	-	0,0%
Droits et permis sur l'exercice d'activité	4 027 354 004	1 458 592 815	1 213 375 068	1 383 737 889	1 506 444 218	5 562 149 990	138,1%
Taxe de bâtisse	153 526 134	59 528 625	73 821 019	84 873 132	101 196 592	319 419 368	208,1%
Vérification des poids et mesures	5 134	-	10 000	40 000	-	50 000	973,9%
Permis de sortie des bateaux certificats de navigabilité	399 118 779	105 805 870	97 542 539	124 174 504	171 391 824	498 914 737	125,0%
Contrôle technique des véhicules	1 295 775 922	367 774 589	376 748 012	621 959 426	415 159 042	1 781 641 069	137,5%
Autorisation de transport (dont départ aérien)	686 710 865	74 254 218	67 780 974	48 800 984	67 177 030	258 013 206	37,6%
Licence pour débit de boissons	1 445 821	14 270 000	170 000	20 000	100 000	14 560 000	1007,0%

Ouverture/renouvellement des pharmacies et des infirmeries	64 465 905	55 922 833	15 710 000	26 080 000	34 340 000	132 052 833	204,8%
Autres	762 820 302	273 170 806	156 429 346	142 158 229	140 749 663	712 508 044	93,4%
Autorisation de transport des produits forestiers	501 542 077	156 554 277	198 807 630	179 858 247	237 299 287	772 519 441	154,0%
Frais de dossier code des investissements	161 943 065	351 311 597	226 355 548	155 773 367	339 030 780	1 072 471 292	662,3%
Divers droits et redevances	23 088 922 946	5 593 398 569	5 450 340 581	11 659 736 853	7 642 656 894	30 346 132 896	131,4%
Dépôt et publication d'une marque	776 184 519	77 316 965	42 210 505	67 398 857	75 443 010	262 369 335	33,8%
Droits de contentieux (justice)	674 534 313	137 969 424	132 879 551	121 421 375	131 331 557	523 601 907	77,6%
Procès-verbaux des accidents de la route	59 938 021	19 050 106	18 639 202	18 976 002	22 159 000	78 824 310	131,5%
Droits sur les services rendus	1 540 487 335	633 961 342	495 873 459	529 599 359	909 696 084	2 569 130 244	166,8%
Redevance informatique (fonds spécial douanes)	1 036 383 631	191 614 853	204 790 000	189 726 551	202 405 238	788 536 642	76,1%
Redevance administrative (fonds spécial des douanes)	6 160 038 612	1 781 029 989	1 737 806 184	1 633 261 786	2 101 978 743	7 254 076 702	117,8%
Redevance sur les conteneurs qui entrent et sur attestations fiscales	58 807 023	-	-	-	-	-	0,0%
Redevance sur les télécommunications (ARCT)	12 468 210 296	2 379 460 140	2 775 971 073	1 962 811 976	2 476 665 314	9 594 908 503	77,0%
Redevance de pesage au pont bascule	17 490 310	10 782 437	14 404 766	18 077 598	14 111 884	57 376 685	328,0%

Redevance des parkings des camions	48 537 848	15 977 309	21 507 000	7 104 000	19 501 202	64 089 511	132,0%
Contributions annuelles des sociétés des assurances	233 120 469	151 747 596	4 621 773	412 006 550	349 227 085	917 603 004	393,6%
Contributions spéciales des institutions financières	15 190 569	194 488 408	1 637 069	6 699 352 799	1 340 137 777	8 235 616 053	54215,3%
Amendes, Pénalités	5 192 388 909	1 379 439 503	1 520 013 180	1 341 521 204	1 621 053 833	5 862 027 720	112,9%
Infraction à la réglementation routière	3 153 088 271	1 096 124 963	1 040 743 258	1 068 697 147	1 353 091 868	4 558 657 236	144,6%
Infraction à la réglementation commerciale	11 496 342	2 880 334	842 353	609 865	3 363 085	7 695 637	66,9%
Amendes judiciaires	149 337 475	56 974 830	39 073 700	42 343 450	52 812 772	191 204 752	128,0%
Autres	1 878 466 821	223 459 376	439 353 869	229 870 742	211 786 108	1 104 470 095	58,8%
Autres produits non fiscaux nca	8 699 463 140	4 372 076 126	4 324 869 433	2 797 889 312	5 265 610 677	16 760 445 548	192,7%
Autres produits non fiscaux nca	1 110 116 672	325 635 965	351 391 688	137 609 212	543 607 967	1 358 244 832	122,4%
Taxe de sureté	7 589 346 468	4 046 440 161	3 973 477 745	2 660 280 100	4 722 002 710	15 402 200 716	202,9%
Produits financiers	-	-	-	-	-	-	
Gains de change	-	-	-	-	-	-	
Pertes de change	-	-	-	-	-	-	
Produits exceptionnels	12 045 194	-	-	-	-	-	0,0%
Produits de la liquidation des entreprises publiques	950 194	-	-	-	-	-	0,0%
Récupération des produits détournés et malversations	10 000 000	-	-	-	-	-	0,0%

Autres (récupération des produits détournés et malversations)	1 095 000	-	-	-	-		0,0%
TOTAL RECETTES (FISCALES ET NON FISCALES)	1 054 803 415 516	282 560 094 096	280 871 152 630	284 274 895 962	308 753 061 898	1 156 459 204 587	109,6%

TABLEAU 3. EXECUTION DES SALAIRES ET TRAITEMENTS A LA FIN DE L'EXERCICE 2020/2021

LIBELLE DES MINISTERES	CREDIT 2020/2021	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	8 684 853 925	8 477 818 216	97,6%
04-Secrétariat Général de l'Etat	99 740 953	101 019 551	101,3%
05-Assemblée Nationale	6 390 642 264	6 390 642 264	100,0%
06-Senat	3 591 111 630	3 591 111 630	100,0%
07-Cour de comptes	818 745 680	776 315 172	94,8%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	43 556 632 785	43 143 047 346	99,1%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	9 860 761 838	9 938 289 405	100,8%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	69 608 213 330	69 607 400 871	100,0%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	2 828 402 460	2 433 424 180	86,0%
16-Ministère de la Justice	11 010 642 162	11 412 471 110	103,6%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	2 688 082 587	2 158 144 520	80,3%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	1 123 665 743	1 091 127 890	97,1%

21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	154 626 082	164 314 728	106,3%
22-Vice-Présidence	335 779 867	331 479 867	98,7%
23-Premier Ministre	439 954 837	406 465 214	92,4%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	241 545 861 588	275 094 475 070	113,9%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	38 683 849 955	38 262 920 971	98,9%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 274 393 027	1 178 718 527	92,5%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	7 519 916 554	7 062 813 689	93,9%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	738 373 034	758 418 774	102,7%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	524 801 784	493 888 473	94,1%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipement et des logements Sociaux	1 190 755 978	1 046 453 991	87,9%
71-Institution Ombudsman			
74-Cour Suprême et Parquet Général de la République	1 478 538 218	997 330 786	67,5%
75-Cour Constitutionnelle			
76-Centre d'Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)			
Total général	454 148 346 281	485 237 380 380	106,8%

TABLEAU 4. EXECUTION DES BIENS ET SERVICES A LA FIN DE L'EXERCICE 2020/2021

LIBELLE DES MINISTERES	CREDIT 2020/2021	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	3 803 105 432	3 534 337 897	92,9%
04-Secrétariat Général de l'Etat	1 921 201 869	1 874 828 012	97,6%
05-Assemblée Nationale	6 935 453 465	6 929 838 483	99,9%
06-Senat	3 339 942 120	3 338 396 538	100,0%
07-Cour de comptes	206 318 915	189 416 728	91,8%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			

11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	53 201 596 669	53 142 772 619	99,9%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	11 020 198 001	10 990 860 695	99,7%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	62 338 712 883	62 325 135 591	100,0%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	9 047 335 453	8 241 013 381	91,1%
16-Ministère de la Justice	2 370 721 790	2 321 703 633	97,9%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	174 354 583	170 222 019	97,6%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	1 235 630 338	1 219 196 609	98,7%
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	330 627 074	298 827 892	90,4%
22-Vice-Présidence	729 306 097	577 601 985	79,2%
23-Premier Ministre	1 535 516 229	1 456 036 091	94,8%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	6 822 630 757	6 397 937 025	93,8%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	4 382 252 238	4 193 249 349	95,7%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 281 893 547	1 280 678 500	99,9%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	1 270 762 684	1 155 158 894	90,9%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	445 159 168	428 332 442	96,2%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	458 636 725	436 573 955	95,2%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipeement et des logements Sociaux	8 201 907 494	8 161 791 059	99,5%
71-Institution Ombudsman			
74-Cour Suprême et Parquet Général de la République	623 179 280	622 237 918	99,8%
75-Cour Constitutionnelle			
76-Centre d'Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)			
Total général	181 676 442 811	179 286 147 315	98,7%

TABLEAU 5. EXECUTION DES TRANSFERTS COURANTS ET SUBSIDES A LA FIN DE L'EXERCICE 2020/2021

LIBELLE DES MINISTERES	CREDIT 2020/2021	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	15 824 632 437	13 380 301 061	84,6%
04-Secrétariat Général de l'Etat	252 551 122	251 812 700	99,7%
05-Assemblée Nationale	242 356 230	242 356 230	100,0%
06-Senat	171 561 842	171 561 842	100,0%
07-Cour de comptes	52 720 937	50 531 567	95,8%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante	14 937 514 043	14 586 870 723	97,7%
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	5 963 847 250	5 838 994 921	97,9%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	11 791 739 898	11 786 839 321	100,0%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	10 910 508 679	10 898 213 139	99,9%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	63 217 033 161	41 533 854 560	65,7%
16-Ministère de la Justice	9 141 149 504	9 112 588 875	99,7%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	2 311 206 570	2 160 593 457	93,5%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	19 345 792 595	19 244 857 883	99,5%
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	6 840 318 964	4 901 605 588	71,7%
22-Vice-Présidence	1 450 415 122	1 450 415 122	100,0%
23-Premier Ministre	1 725 230 940	1 705 719 742	98,9%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	72 022 067 812	71 497 100 802	99,3%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	46 412 138 666	46 116 972 555	99,4%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	6 291 611 157	6 281 257 494	99,8%

40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	9 702 567 157	8 888 766 291	91,6%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	2 622 251 014	2 585 702 897	98,6%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	6 549 694 645	6 517 007 109	99,5%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipeement et des logements Sociaux	1 919 467 909	1 539 766 329	80,2%
71-Institution Ombudsman	1 572 998 250	1 572 998 250	100,0%
74-Cour Suprême et Parquet Général de la République	40 000 000	39 856 000	99,6%
75-Cour Constitutionnelle	315 000 000	312 107 629	99,1%
76-Centre d'Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)			
Total général	311 626 375 904	282 668 652 087	90,7%

TABLEAU 6. EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR LES RESSOURCES PROPRES A LA FIN DE L'EXERCICE 2020/2021

LIBELLE DES MINISTERES	CREDIT 2020/2021	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	8 884 533 637	8 493 380 893	95,6%
04-Secrétariat Général de l'Etat	52 306 378	52 290 573	100,0%
05-Assemblée Nationale	38 297 070	38 224 636	99,8%
06-Senat	723 605 200	723 605 200	100,0%
07-Cour de comptes			
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	61 437 963 057	61 433 841 475	100,0%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	1 720 066 922	1 716 909 583	99,8%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	6 722 424 630	6 721 388 758	100,0%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	30 331 727 896	29 140 234 942	96,1%
16-Ministère de la Justice	961 743 000	956 726 571	99,5%

19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	74 000 000	73 993 850	100,0%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	105 675 398	105 595 926	99,9%
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	848 808 582	842 841 527	99,3%
22-Vice-Présidence	25 890 129	24 771 860	95,7%
23-Premier Ministre	15 740 319	14 917 900	94,8%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	4 416 256 589	4 390 749 590	99,4%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	15 557 735 469	14 750 149 384	94,8%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	323 558 614	314 696 821	97,3%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	21 143 556 452	19 600 097 993	92,7%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	17 170 536 896	12 002 049 416	69,9%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	37 847 574 440	37 231 925 442	98,4%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipement et des logements Sociaux	6 636 071 387	6 372 534 700	96,0%
71-Institution Ombudsman			
74-Cour Suprême et Parquet Général de la République	480 000 000	479 489 000	99,9%
75-Cour Constitutionnelle			
76-Centre d'Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)	-	-	
Total général	215 518 072 065	205 489 745 211	95,3%